

Ja zu Schulweihnachten

Das überparteiliche Petitionskomitee «Ja zu Schulweihnachten» hatte in St. Gallen 9'667 Unterschriften für die verbindliche Aufnahme der Schulweihnachtsfeier in den Lehrplan eingereicht. Das Komitee und mit ihm Tausende von St. Gallerinnen und St. Gallern forderten mit dieser Aktion die Aufnahme von Weihnachten in den Lehrplan. Zudem soll ein klares Zeichen gegen Macht- und Sonderansprüche von intoleranten Moslems gesetzt werden. Die Petition sendet ein starkes Signal als Handlungsaufforderung an die Politik und gibt dem Volk eine Stimme.

Die überraschend hohe Zahl von 9667 Unterschriften wurde erreicht, weil die Petition in der Bevölkerung eine riesige Zustimmung fand. Zudem wurde das Petitionskomitee von der Jungen SVP, Vertretern aus Lehrer- und Schülerschaft,

christlichen Kirchenvertretern verschiedener Konfessionen und unzähligen Einzelpersonen tatkräftig unterstützt. Dies beweist, dass das Anliegen breit abgestützt ist.

Die Politik ist nun gefordert, die Forderungen umzusetzen, und Massnahmen einzuleiten, welche die Durchführung einer Weihnachtsfeier für die Volksschule als über den Religionsunterricht hinaus verbindlich festzuschreiben. Trotz bescheidenen Mitteln wäre das Quorum für eine kantonale Volksinitiative deutlich übertroffen worden.

Entstanden ist die Petition als Reaktion auf die durch intolerante Muslim-Eltern losgetretene Diskussion um Schulweihnachtsfeiern und durch die Tatsache, dass es Schulen gibt, die bereits heute keine offizielle Weihnachtsfeier mehr durchführen. Das Petitionskomitee ist überzeugt davon, dass es nicht zu viel verlangt ist, einige Unterrichtsstunden pro Jahr für Weihnachten zu verwenden. Denn für viele Kinder gehört Weihnachten zur schönsten Zeit des Jahres. Und für viele Kinder sind Weihnachtsfeiern Höhepunkte in der Schulkarriere. Weihnachten ist nicht nur das Fest der Liebe, sondern auch ein zentraler Bestandteil unserer



Kultur. Es ist das Fest der Geburt Jesu Christi. Alle Schweizer Kinder und Schüler haben das Recht, die besinnliche Weihnachtszeit und die Weihnachtsgeschichten und -symbole auch in der Schule weiterhin vermittelt zu bekommen. Unsere Kultur dürfen wir aufgrund einer fortschreitenden Islamisierung nicht einfach verleugnen. Es kann nicht sein, dass Muslime unseren Schulbetrieb bestimmen. Einwanderer haben sich unseren Gebräuchen und Gesetzen anzupassen und nicht umgekehrt.

Der Petitionstext lautet wie folgt: «Unterzeichnerinnen und Unterzeichner dieser Petition fordern: Jedes Kind hat das Recht auf Weihnachten in der Schule. Darum soll Weihnachten verbindlich in den Lehrplan aufgenommen werden.»

Von Nationalrat Lukas Reimann, Präsident des Petitionskomitees «Ja zu Weihnachten», 9500 Wil



Travailleurs, profiteurs et abuseurs



Von
Albert Leimgruber,
Stv. Generalsekretär
JSPV Schweiz,
1762 Givisiez

L'ampleur des abus dans le système social relève du scandale pour tout travailleur honnête.

En 2005, la confédération a dépensé près de 50 milliards de francs soit environ 35% des dépenses pour le social et la santé. Ne sont pas pris en compte dans ces statistiques, les dépenses opérées par les cantons et les communes et par les entreprises. Le social est devenu une entreprise gigantesque. Beaucoup de personnes en profitent. Les fonctionnaires à tous les niveaux, les travailleurs sociaux ont du travail tant qu'une partie de la population nécessite de l'aide sociale. Or, le système s'est développé de plus en plus et a fini par pervertir, de sorte que de nos jours, de plus en plus de personnes qui

sont au social ne cherchent pas à s'en sortir, car les avantages qu'ont ces assistés sont trop importants. Certaines personnes vivant au social vivent mieux avec l'aide qui leur est versée qu'en travaillant. Il est évident que dans ces cas-là, ils préfèrent rester à la charge de la communauté. Mais l'importante croissance des dépenses sociales et le rapide développement des institutions de soutien ont laissé apparaître un phénomène inquiétant.

Les prestations sociales sont de plus en plus pris en otage par des personnes qui tentent de l'exploiter. On passe ici des profiteurs aux abuseurs. Les exemples sont nombreux: il va des voitures de luxe payées par l'aide sociale aux versements de rentes AI des personnes en bonne santé travaillant à l'étranger (qui profitent donc d'un salaire et de la rente AI qui n'est pas lié au coût de la vie du pays dans lequel vit la personne concernée). Or, personne n'a freiné cette évolution et les assurances sociales sont devenues des institutions généreuses dans lesquelles les demandeurs recevaient souvent tout ce qu'ils demandaient.

Le développement du social s'est fait très rapidement et de façon non contrôlée - la volonté politique de freiner l'évolution manquait.

Aujourd'hui, de nombreux cas d'abus sont venus à jour. Mais la réaction des services sociaux est pour le moins surprenante: au lieu de remercier les collaborateurs qui découvrent des cas d'abus, ceux-ci sont renvoyés! On ne peut qu'en déduire que le domaine du social est devenu une mafia dans laquelle les fonctionnaires profitent des profiteurs et abuseurs. Il n'y a qu'un perdant dans cette histoire: le travailleur et contribuable honnête qui se fatigue à longueur de journée pour payer le luxe des profiteurs et abuseurs.

Il n'est donc pas étonnant qu'une grande partie des ouvriers ne votent plus socialiste et qu'ils ont rejoint les rangs de l'UDC. En effet, les socialistes soutiennent une politique sociale généreuse et sans contrôles. L'UDC quant à elle veut poursuivre les abuseurs et défendre les intérêts des honnêtes travailleurs.

Espérons que le soutien du monde ouvrier à l'UDC sera payant et que le monde politique suisse décide enfin de mettre fin aux abus dans le social. Il est simplement inadmissible que des profiteurs vivent dans le luxe grâce aux dépenses publiques payées à l'aide des cartes de crédits de nos enfants et petits-enfants.